

# ACLUB

AVR - MAI 2024

MAGAZINE 02



36  
PAGES



PORTRAIT  
Pamela AKPLOGAN

Entretien  
*avec*  
L'INF

MADAME LA PRÉSIDENTE

Promouvoir la culture des  
droits humains chez les  
**jeunes**

AFRICTIVISTES CITIZENLAB BENIN

# EDITO

**LE 08 MARS TOUS LES JOURS**



**« Quand une femme pleure, c'est comme si le soleil se voilait la face »**

Un proverbe de l'historien et écrivain malien **Makan Massa DIABATE** qu'ici, avec caprices ; et la liberté qui m'est offerte, je traduirai avec subjectivité voulue pour brillantiner les femmes que nous sommes.

## **Ganiath BELLO**

Coordonatrice de AfricTivistes  
CitizenLab Bénin

Cette maxime donc, décrit la femme à l'image du soleil dont les éclats éblouissants sont infinis et inépuisables. Car par des temps grisâtres, pluvieux, monotones et tristes où tout s'enferme pour se protéger, nous avons besoin du soleil dans notre vie. Nous réclamons les matins ensoleillés tel le corps muet qui a besoin de son souffle de vie pour à nouveau s'émerveiller de l'existence humaine. C'est cela une femme. Une peinture d'une valeur inestimable qui exhale une douce chaleur apaisante avec des couleurs magnifiques telle une œuvre de Willem de Koonig.

Cette femme lumière, je la reconnais dans le portrait de Pamela AKPLOGAN, une jeune

dame non ordinaire, qui semble-t-il, dès son plus jeune âge, a décidé de ne point mener une vie ordinaire. Les expériences qu'elle a acquises à l'église, dans le scoutisme, dans le monde sportif, associatif, au sein des organisations internationales, les multiples prix et autres distinctions qui sont les siens, les impacts de ces initiatives associatives et des projets menés en faveur de la jeunesse et des jeunes filles font d'elle un exemple de leadership assumé.

Retournez la prochaine page ou scrollez un peu plus bas et vous allez découvrir la vie d'une jeune femme dont les ambitions pour elle et pour sa communauté, son pays, son

d'égal que les sommets qu'elles atteindra. Elle est le modèle ; une inspiration pour les générations jeunes présentes et prochaines qui en elle, retrouvent la preuve, l'espoir que tout est possible quand le travail bien fait et l'abnégation vont de pair et sont mis en priorité. Plus loin, ce proverbe prend également tout son sens dans le rôle que les sociétés traditionnelles partout dans le monde, ont attribué à la femme. La daronne de la maison.

La matriarche. L'accoucheuse des destinées. Elle s'occupe de la santé, du bien-être, de l'éducation des enfants. C'est la première à être interpellée dans la majorité des situations. Elle est désignée responsable de l'épanouissement de tous les membres de la famille. Celle qui, à la genèse, est faite de douceur et de séduction, doit faire habiter en elle fermeté, rigueur et discipline pour l'équilibre de sa famille, de sa maison. Pour les sociétés modernes, elle doit être tout cela en plus de garantir également les dépenses de la maison. Tel le soleil qui doit servir tout le monde.

Cependant, lorsque quelques pages plus loin, Maître Huguette Bokpè Gnacadja présidente de l'Institut National de la Femme, étale les chiffres des violences faites aux femmes, aussi aux plus jeunes ; relate d'autres cas d'extrêmes violences effectuées avec duperie, votre cœur devient glacial. La femme-soleil s'éteint.

Le voile s'installe. Les coups portés à la victime sont aussi portés à ses rêves, ses combats, ses croyances. Ce sont des coups portés également à ce foyer, aux enfants s'il y en a, des coups portés à leur fragilité, à leurs droits de vivre une enfance et une adolescence dans

un cocon familial protecteur. On s'imagine parfois des femmes qui auraient préféré le dernier virage du souffle de vie que de subir des atrocités. Pourtant, des voies se lèvent pour dénoncer. Certaines parviennent à sortir de ce piège monstrueux. Des combats se mènent à leurs côtés. Des projets sont structurés. Des cadres d'accueil, d'écoute et d'orientation sont mis en place. Des sensibilisations sont faites.

L'Institut National de la Femme, c'est la maternité des femmes victimes de violences. Constituée d'une armée de femmes leaders, des femmes-soleils, l'INF est de plus en plus célèbre et accréditée de tous grâce aux résultats concrets qu'elle enregistre, et ses luttes pour l'épanouissement et l'autonomisation de la femme tant sur le plan social que professionnel.

Ce numéro 2 de ACLB Magazine, nous avons voulu le dédier à la femme à travers notre rubrique Portrait, conformément au domaine 5 du Menu d'Engagements Possibles pour la tribune.

***A des femmes modèles, qui forcent le respect et l'admiration, vous êtes nos héroïnes.***

**Ganiath BELLO**

# SOMMAIRE

01

## EDITO

Ganiath BELLO \_ P 1

02

## PORTRAIT

Pamela AKLOGAN \_ P 4

03

## LA TRIBUNE

Urdniel ALOKPO \_ P 14

04

## ENTRETIEN INF au labo

Maitre Huguette  
BOKPÈ GNACADJA \_ P 21

05

## ACTUALITÉS

- INTERVIEW 1 : David SOHOU \_ P 26
- INTERVIEW 2 : Mathias HOUKPE \_ P 29

# PORTRAIT



« *Je suis une apprentie de la vie* ».

**Pamela AKPLOGAN**

*Alias PUMA*

Si l'équipe **ACLB** a décidé de la poser en cover, c'est qu'elle rend bien. Vous pouvez le constater par vous-même !!!

Plus sérieusement, **Pamela AKPLOGAN**, du haut de sa trentaine semble avoir le vécu l'expérience d'une **Marie Guze**, dite **Olympe de Gouges** au dix-huitième siècle. Dans le monde du sport, de l'engagement citoyen, des droits de la jeune fille et de la femme ; elle a déjà reçu de multiples prix, distinctions et opportunités. Des différentes responsabilités dans le monde professionnel et associatif ou autre qui sont les siennes depuis son adolescence, elle ne lésine jamais pour porter la voix des sans voix, la voix des femmes et des jeunes. Structurée, méthodique et dynamique, celle qui occupe aujourd'hui l'un des portefeuilles jeunesse à l'OIF a trouvé le temps de partager ici son parcours, quitte à cela serve de motivation, de boost à ses pairs.

**AfricTivistes CitizenLab Bénin (ACLB)** : Bonjour Pamela AKPLOGAN. Parlez-nous de vous, de votre cursus scolaire et universitaire ?

**Pamela AKPLOGAN (PA)** : Bonjour, Mon cursus scolaire et académique s'est fait au Bénin. J'ai grandi à Porto-Novo où je suis allée à l'école primaire et secondaire. J'ai un baccalauréat Série A1. Actuellement, je suis diplômée en droit des affaires (UAC) et d'un Master II en sciences sociales (INJEPS).

Je suis boursière de deux programmes du gouvernement américain (Global Sports Mentoring Program - GSMP 2016 et Young Africans Leaders Initiative - YALI 2018) ; lauréate du Social Innovator Program de Ashoka, et du Programme des Jeunes Leaders du Bénin de la Fondation allemande Friedrich Ebert Stiftung. *Je suis une apprentie de la vie.*

**ACLB :** Comment-êtes-vous venue au basketball ? et quelles sont vos prouesses dans le monde du sport ?

**PA :** Fortuitement.

Je venais d'entrer au collège et je vivais très mal le deuil du décès de mon père. Un jour, ma mère a décidé de m'emmener au stade Charles de Gaulle pour m'inscrire au handball, une discipline qu'elle avait brièvement pratiquée. Ce jour-là, une équipe de basket-ball s'entraînait également. J'ai été complètement fascinée par cette grosse balle orange.

Quelques années plus tard, à l'université, j'ai également pratiqué le judo. Au basketball (sport collectif), l'équipe a été deux fois championnes du Bénin et une fois 3ème du championnat ;



j'ai été une fois vice-championne scolaire avec l'équipe du CCNDL. Au judo (sport individuel), j'ai été une fois médaillée de bronze de la catégorie des -63 kg, et une fois médaillée de bronze -63kg du tournoi de l'ambassadeur du Japon. En 2014, après avoir été témoin de la déscolarisation et du mariage forcé d'une fillette de 11 ans, j'ai fondé Oladé, une organisation qui a utilisé le

sport comme levier d'éducation des filles et de leadership féminin à travers les projets She For Sport, Sport Envoy basketball Camp, la série Women In Sport Stories, les cliniques "Jump Up" et plusieurs autres initiatives qui ont atteint des milliers de personnes. Nous avons mené sur financement participatif, la campagne PlaySafe pour la sécurisation des aires de jeux et sports qui a mobilisé plus de 05 millions de personnes au Bénin et ailleurs notamment en ligne et dans les villes. En 2018, Oladé a été listé parmi les 25 meilleures innovations sociales en Afrique par Ashoka. Pour ma part, j'ai porté des plaidoyers pour réduire les inégalités dans le sport, ce qui m'a valu d'être sélectionné parmi 16 autres défenseuses du sport au féminin dans le monde, par le département d'état des USA.

**ACLB :** En quoi le sport peut-être un outil de lutte pour une cause dans nos sociétés ? Dans ce cas d'espèce, prenons comme cause l'engagement des jeunes dans la vie publique et dans la défense des droits de la femme.

**PA :** Pour citer Nelson Mandela, *"le sport a le pouvoir de changer le monde. Il a le pouvoir d'inspirer. Il a le pouvoir d'unir les gens comme peu d'autres moyens le font. Il parle aux jeunes dans un langage qu'ils comprennent. Le sport peut créer de l'espoir là où il n'y avait que du désespoir. Il est plus puissant que les gouvernements pour faire tomber les*

## **barrières raciales. Il se moque de tous les types de discrimination."**

Le sport transcende les frontières, les cultures, les croyances et les différences. Dans un contexte comme celui du Bénin ou de l'Afrique où "s'engager" est un enjeu sociétal pour garantir les libertés et le respect des droits, il faut privilégier un canal qui favorise l'émancipation et l'autonomisation des femmes, qui permette de valoriser les capacités physiques, mentales et, par-là, d'affirmer la personnalité et le leadership.

Dans le cadre de nos actions de socialisation du sport à Oladé, nous avons collaboré avec des championnes comme Christelle Houessou (basketball), Odile Ahouanwanou (heptathlon) ou encore Faouziath Ibrahima (handisport), afin de mettre en lumière leurs histoires et offrir une plateforme de visibilité pour qu'elles inspirent d'autres filles. Cette simple opportunité a permis d'opérer une transformation significative dans plusieurs vies, et par ricochet dans les communautés.

Le sport n'est pas que la pratique, c'est un outil efficace de plaidoyer et de changement.

**ACLB :** Très jeune, quelle était votre cause pour la société ? comment l'avez-vous mené ?

**PA :** L'éducation des filles. J'avais 12 ans.

Je suis née dans une grande fratrie et une famille polygame. Après le décès

de mon père, la question des frais de scolarité a été posée et mon droit à l'éducation a été remis en cause parce-que je suis une fille. Ma mère répétait cette phrase : "vous irez à l'école et l'éducation vous sauvera." Ce fût le cas.

Mon déclic a eu lieu, grâce à une expérience qui m'a transformé et a fait écho à ce que ma mère disait. J'ai intégré le scoutisme catholique, et un dimanche après l'animation, le chef scout nous a fait asseoir en cercle et nous a parlé de l'importance de travailler à l'école en insistant particulièrement sur les filles (les louvettes). Chaque semaine, nous faisons des BA (Bonnes Actions) et j'ai demandé que nous balayions une rue, dans mon quartier. A la fin de l'activité, nous sommes allés chez le chef quartier et devant tout le monde, le chef scout m'a demandé de parler de l'éducation des filles. Deux ans plus tard, j'ai commencé à faire de petites choses concrètes à l'église, au collège, au quartier, dans les orphelinats et centres d'accueil des enfants de la rue, pour sensibiliser sur l'éducation, animer des jeux, participer à un ramassage de déchets, visiter un hôpital, faire des collectes de vêtements ou de fournitures scolaires. Je voulais servir, c'était tout. Progressivement, j'ai commencé à avoir des responsabilités à l'église, dans des groupes associatifs et sur des projets. Vu que j'étais douée, j'écrivais également des articles dans le journal du collège et celui de l'église. A 16 ou 17 ans, j'étais

déjà invitée à des émissions radio et rencontres sur l'éducation des filles. C'est en première année d'université que j'ai appelé cela de l'activisme et du plaidoyer. J'avais une plateforme.

Je me rappelle avoir saisi la mairie pour obtenir une autorisation d'organiser une activité citoyenne qui a été accordée, et de m'être tenue au beau milieu d'une voie publique pour empêcher des conducteurs de circuler afin de faire respecter le droit. Mais, l'une des actions marquantes a été de défendre la cause d'une jeune femme victime de violences sexuelles, et d'avoir pu lui obtenir de l'aide pour une réparation du préjudice.

Grâce à cet engagement, j'ai obtenu plusieurs prix et reconnaissances au niveau national et international, entre autres, le TOYP (10 jeunes remarquables du Bénin) en 2016, Etoile verte de la Green Cross Foundation en 2017 et j'ai été classée sur plusieurs listes dont celle des 100 jeunes africains les plus influents en 2019.

J'insiste que le plus important sont les causes que je défends, en priorité tout ce qui est relatif au développement de la jeunesse depuis 2014. C'est devenu une expertise professionnelle, qui m'a orienté vers le secteur du développement et de la coopération.

**ACLB :** Vous avez travaillé longtemps pour Plan International Bénin, au point où vous avez été comme une égérie pendant une année. Pouvez-vous revenir sur cette époque et les actions que vous avez menées dans le temps ?

**PA :** Pour la petite histoire, c'est en 2017 que j'ai été pour la première fois le visage d'une campagne. L'UNICEF Bénin, avait développé la campagne Tolérance Zéro au mariage et violences faits aux enfants et pour la mise en œuvre, une synergie des OSCs de jeunes engagés avait été créée. J'y représentais le scoutisme. Mes messages et mon parcours ont résonné avec le projet. Quelques semaines plus tard, je suis devenue la tête féminine qui figurait sur toutes les affiches et supports.

Pour la précision, je n'ai pas travaillé pour Plan International Bénin, je me suis engagée avec l'organisation pour la campagne "Aux Filles l'Egalité". En 2018, j'ai été invitée en tant que panéliste pour le lancement de la campagne et la présentation du rapport sur la situation des filles "En danger dans la ville". Après l'événement, je me suis intéressée de plus près aux activités de l'organisation, que j'ai relayé publiquement. De leur côté, mes actions et mon profil ont davantage suscité leur intérêt. Quelques semaines plus tard, j'ai eu un échange très instructif avec l'un des responsables et nous avons également parlé de la campagne digitale #DoYourPart que j'avais lancé pour inciter les jeunes béninois à partager leurs actions citoyennes concrètes. A l'issue, j'ai reçu la proposition de rejoindre cette fabuleuse campagne "Girls Get Equal". J'ai offert mon image et mon message à l'exploitation pour contribuer aux efforts de communication ; contribué aux actions de plaidoyer, et pris la



parole à diverses occasions en soutien à l'initiative. Notre voix est un pouvoir et a un pouvoir. Chaque personne qui ose s'exprimer contribue à faire résonner la voix des filles et à réécrire l'histoire pour affirmer notre engagement à créer un monde où elles sont épanouies.

**ACLB :** Vous avez aussi été Regional Youth Engagement Lead de Plan International West and Central Africa. Comment est-ce arrivé et quelles étaient vos missions ?

**PA :** Comme tout personnel d'une organisation, j'ai été recrutée sur la base d'un processus rigoureux à la suite d'un appel à candidature et de mes compétences qui correspondent aux besoins pour le rôle. Mon contrat selon les orientations reçues, consistait à développer et consolider le travail de Plan Interna-

tional Afrique de l'Ouest et du Centre dans 14 pays, en matière d'engagement des jeunes en faveur des droits des filles et d'autonomisation des jeunes. Dans ce sens, en référence à la stratégie mondiale, nous avons proposé un cadre régional avec des objectifs et résultats clairs. Au service de l'organisation, j'ai pu coordonner un projet transfrontalier des jeunes pour la lutte contre le mariage des enfants ; facilité la co-création avec les jeunes d'un fonds flexible d'innovation "Youth Challenge Fund" ; accompagner les actions de plaidoyer des jeunes avec Plan International sur des politiques et programmes au niveau local et global en lien avec les Objectifs de Développement Durable ; contribuer à la recherche régionale sur l'activisme des jeunes filles en Afrique de l'ouest et du centre ; à la campagne Girls Get Equal co-créé avec les jeunes;

à la recherche sur la compensation de l'engagement des jeunes ; au déploiement du fonds Equality Accelerator, un financement également co-créé et dirigé par les jeunes eux-mêmes ; etc.

**ACLB :** Depuis deux ans, vous travaillez à Paris à l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF). Vous êtes cheffe de l'Unité Jeunesse Sport et Citoyenneté renseignez-nous sur votre poste ? et quelles sont ses orientations pour la jeunesse africaine ?

**PA :** De manière succincte, les missions principales consistent à mettre en œuvre la programmation de l'OIF en matière de jeunesse et promouvoir des actions en matière de sport et de citoyenneté. Dans ce rôle transversal, il y a une dimension de plaidoyer autour des trois priorités émises par les jeunes lors de la consultation de 2020 intitulée "Francophonie de l'avenir" à savoir : l'emploi, l'éducation et la protection de l'environnement. Il y a également un axe de contribution aux projets et partenariats ayant pour cible la jeunesse, dans le cadre de la coopération bilatérale et multilatérale. De plus, il y a un travail de veille, de création et de diffusion d'opportunités qui se fait sur le portail jeunesse (OIF jeunesse).

**ACLB :** En quoi consiste, selon vous, le rôle des jeunes dans la préservation et le développement de la démocratie ?

**PA :** Chaque jeune a pour rôle de s'informer et de développer des connaissances sur les sujets sociétaux et politiques. Cette prise de conscience est indispensable pour se forger une opinion et être un bon citoyen. Les pairs, les écoles, les universités, l'éducation non formelle, l'alphabétisation, les médias et les réseaux servent doivent servir à cet éveil des esprits. En mai dernier, j'ai organisé un Meet Up avec des jeunes béninois, et nous avons parlé entre autres de citoyenneté, d'engagement, de militantisme, d'emploi, d'insertion professionnelle et d'entrepreneuriat. J'en ai été très ravie, tout en réalisant que ce type d'espaces est à reproduire, car c'est un réel besoin pour libérer la parole et les esprits.

Que peut faire un jeune qui connaît les décisions qui sont prises pour lui ou les problèmes qui émergent dans sa communauté ? Ils ou elles se sentiront concernés et poussés à l'action dans un désir de s'impliquer et de "faire quelque chose" pour atteindre l'accomplissement personnelle et exprimer leur individualité. Cela sera symptomatique d'une marche vers des sociétés plus engagées, une participation politique accrue des jeunes et une nouvelle mentalité tournée vers la recherche de solutions.

Les jeunes se sentent davantage responsables, déconstruisent les rapports de pouvoir, se présentent aux élections, luttent pour la paix et la dignité humaine, etc.



Mais, il faut bien distinguer l'engagement citoyen, de l'engagement politique. Les deux n'ont pas les mêmes finalités.

En termes de défis, on peut noter un sentiment de manque de légitimité, les difficultés de structuration pour tenir un engagement sur le long terme, le manque d'écoute de la jeunesse par les décideur·se·s, les conflits de leadership, la défiance, l'insuffisance d'accompagnement et d'éducation à la citoyenneté, les difficultés d'accès à des financements flexibles en soutien à l'engagement des jeunes, le manque de volonté ou de clarté sur les causes pour laquelle s'engager, etc.

Toutefois, j'encourage chacun.e à ne pas se laisser freiner par ces obstacles.

**ACLB :** comment espérez-vous voir le paysage de la citoyenneté évoluer ? En quoi est-il important pour la femme de s'impliquer dans la citoyenneté ou dans la politique et voyez-vous une amélioration de la reconnaissance des contributions de femmes ?

Je souhaite voir une évolution vers un paysage où le discours dominant sur la

participation politique des jeunes et des femmes notamment au Bénin et en Afrique, ne se concentre pas sur l'entrée dans les bureaux politiques. Mais plutôt, vers un réel "apprentissage politique et de leadership civique" qui prépare à l'exercice du pouvoir public ou politique, vers une appétence à développer des programmes nationaux en matière de démocratie qui mettent à contribution le numérique et des simulations permettant aux jeunes de mieux comprendre le fonctionnement des institutions ; vers des mécanismes organisés de représentation qui jouissent d'une pleine reconnaissance afin de jouer un rôle déterminant auprès des décideurs et défendre au mieux les priorités des jeunes.

Aujourd'hui encore, la participation des femmes à la vie politique n'est pas représentative, autant comme électrices que dans les fonctions dirigeantes. Elles sont confrontées à trois sortes d'obstacles : des entraves structurelles causées par des lois et des institutions discriminatoires ; le manque de ressources en termes de moyens financiers, matériels, de lobby et de temps pour participer au scrutin et devenir des dirigeantes poli-

tiques performantes ; des pesanteurs socioculturelles à la peau dures et le manque de soutien des femmes envers celles qui s'engagent en politique, malgré les compétences démontrées.

Il faut parvenir à lever ces barrières en favorisant une participation équilibrée. Ce que certains pays et quelques institutions facilitent en prenant des mesures favorables, qui créent de petites révolutions comme ce fût le cas historique pour l'Assemblée Nationale du Bénin en 2023, où siègent actuellement 29 femmes.

L'héritage du patriarcat et de la colonisation est que les postes prestigieux étaient dévolus aux hommes. Je dirai donc que chaque femme qui s'implique en matière de citoyenneté ou de politique ouvre la voie vers l'égalité des droits et l'héritage d'une gouvernance inclusive



**ACLB** : Un conseil à l'endroit de la jeunesse africaine, surtout les femmes ?

**PA :** Mon rêve est celui d'un Bénin et d'une Afrique unie et prospère qui nous rend fiers et où nous avons toutes les opportunités pour réussir. J'aspire à cette "prospérité commune", ce renouveau et cette richesse que promet l'aube nouvelle. Un hymne qui nous appelle à l'action et au patriotisme dès la tendre enfance.

Pour y arriver, il faut profiter de la moindre occasion pour tenter de donner corps à ce rêve ensemble. Alors mon conseil est : Faites ce que vous avez à faire, faites-le de tout cœur ! Aussi petite soit-elle, aussi folle soit-elle, aussi ridicule que cela paraisse aux autres, une idée, un projet ou une action compte, tant que l'objectif est d'assurer votre autonomisation et de vous mettre au service de votre communauté.

Le trait commun des jeunes femmes africaines, doit être un amour indéfectible pour notre continent, que nul ne viendra construire, ni valoriser à notre place. Travaillons donc ensemble pour y arriver, dans un monde qui est de plus en plus connecté.

Ma mère m'a donné ce conseil : "Nous ne pouvons être forts, que si nous portons une vision qui rend les autres forts". C'est devenu ma définition de la réussite : une responsabilité individuelle et collective.

***Propos recueillis :***  
***Ganiath BELLO***  
***Equipe ACLB***

MERCI.



# LA TRIBUNE

Né en 2005 à Cotonou, **Urdniel ALOKPO** est originaire de Porto-Novo où il fit ses études primaires. Titulaire d'un baccalauréat en série A1 obtenu en 2022, il se dirigea vers la Faculté de Droit et de Sciences Politiques de l'Université d'Abomey-Calavi où il suit rigoureusement sa formation de Juriste.

*Urdniel est l'un des participants de la formation de AfricTivistes CitizenLab Bénin portant sur le Menu d'Engagements Possibles et la participation citoyenne.*

Après l'étape de Porto-Novo à laquelle il a participé, il s'est porté volontaire pour rédiger une tribune sur le domaine 5 du Menu.



**Urdniel ALOKPO**

Participant formation ACLB sur le MENU

## **PROMOUVOIR UNE CULTURE DES DROITS HUMAINS CHEZ LES JEUNES : de l'opportunité à l'urgence.**

Dans un paysage actuel, où les défis sociaux et politiques semblent se multiplier, la promotion des droits humains chez les jeunes émerge comme une nécessité impérieuse et une opportunité incontournable. Ce postulat pose les fondations de l'importance de cultiver une culture des droits humains parmi les jeunes, non seulement comme une réponse aux injustices persistantes mais aussi comme un impératif pour fortifier nos démocraties.

Encadrée par les recommandations du Menu des Engagements Possibles, qui la positionnent comme la 5e priorité pour la participation des jeunes à la démocratie, la tribune de ce numéro examine comment élever une génération consciente de ses droits et devoirs peut influencer positivement le cours de notre société.

Dès lors, la question devient non seulement celle de la pertinence mais aussi de l'urgence de cette promotion, afin de garantir un avenir où chaque individu peut jouir pleinement de ses droits et contribuer activement à la construction d'un monde plus juste et équitable.

## **A. Mettre fin à toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes**

La promotion des droits humains chez les jeunes est cruciale pour construire une société égalitaire et engagée. Un élément essentiel de cette promotion est la lutte contre toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, comme recommandé dans la 30<sup>e</sup> recommandation du Menu des engagements possibles de la Cohorte pour l'engagement politique et civique des jeunes.

Cette recommandation s'inscrit dans une thématique plus large visant à encourager une culture des droits humains parmi les jeunes, fondamentale pour assurer l'égalité des chances et le plein épanouissement de toutes les citoyennes.

Dans ce contexte, la discrimination se définit comme la restriction des droits et des opportunités des individus, basée sur des critères tels que le sexe. Cette injustice affecte profondément les femmes, entravant leur potentiel et leur participation active dans la société. Mettre fin à cette discrimination est essentiel non seulement pour protéger les droits des femmes, mais aussi pour créer un environnement où chaque individu, indépendamment de son genre, peut réaliser pleinement son potentiel. Une telle société favorise l'engagement civique et renforce la démocratie.

Pour atteindre cet idéal, il urge des interventions diverses qui pourraient commencer des mesures juridiques telles que l'adoption de lois et de règlements visant à protéger les femmes contre la discrimination dans tous les secteurs de la vie publique. En parallèle, des initiatives politiques comme la nomination de femmes à des postes de décision sont essentielles pour illustrer l'engagement gouvernemental en faveur de l'égalité des sexes et fournir des modèles positifs aux jeunes femmes, les incitant ainsi à s'impliquer activement dans la vie publique.

En outre, l'éducation aux droits humains ne peut se soustraire des pistes d'action. Des campagnes d'information et de sensibilisation sur les droits des femmes pourront jouer un rôle fondamental dans l'éducation de la population sur l'importance de l'égalité des sexes ; les encourageant à développer des comportements respectueux et inclusifs.

En exposant les jeunes à ces initiatives, ils acquièrent une meilleure compréhension de la non-discrimination et sont plus enclins à promouvoir l'égalité dans leurs communautés respectives. Cette approche favorise un environnement où tous les jeunes, hommes et femmes, peuvent s'épanouir pleinement et contribuer de manière significative à la société.

Aussi faut-il conjurer toute fibre

maléfique des violences basées sur le genre dans les rapports systémiques et intergénérationnels.

### ***B. Lutter contre la traite des femmes et des jeunes filles, et contre la violence basée sur le sexe***

La lutte contre la traite des femmes et des jeunes filles, ainsi que contre la violence basée sur le sexe, est une priorité cruciale pour promouvoir une culture des droits humains parmi les jeunes, comme le recommande la YOUTH COHORT FOR DEMOCRACY (Cohorte pour l'engagement politique et civique des jeunes) à travers sa 31<sup>e</sup> recommandation. Cette initiative s'inscrit dans la thématique plus large du Menu des engagements possibles visant à sensibiliser aux violations graves des droits humains qui touchent principalement les femmes et les jeunes filles.

Les statistiques alarmantes de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) révèlent que les femmes et les jeunes filles représentent environ trois quarts des victimes de la traite des êtres humains, principalement pour l'exploitation sexuelle.

Parallèlement, la violence basée sur le sexe, incluant les agressions physiques et sexuelles, reste une réalité dévastatrice pour de nombreuses

femmes à travers le monde.

En s'attaquant à ces violations des droits humains, les jeunes sont confrontés à des réalités difficiles mais essentielles à comprendre pour une participation civique informée. La sensibilisation à ces questions prépare les jeunes à l'importance de la protection des droits fondamentaux et à la lutte contre l'injustice sociale. Cela les motive à s'engager politiquement pour promouvoir des politiques et des lois qui protègent les droits des femmes et des jeunes filles contre l'exploitation et les abus. Participer activement à des mouvements sociaux et à des initiatives de lutte contre la traite et la violence basée sur le sexe peut transformer les jeunes en leaders et en défenseurs des droits humains. Ils développent des compétences en leadership, en plaidoyer et en mobilisation communautaire, renforçant ainsi leur rôle dans la société en tant qu'agents de changement. Cette implication leur offre également une plateforme pour influencer les politiques locales et nationales, contribuant ainsi à une démocratie plus inclusive et représentative.

En promouvant l'égalité et en s'opposant à toute forme d'exploitation et de discrimination, les jeunes contribuent à façonner des sociétés plus justes et équitables. Leur engagement dans la lutte contre la traite

des femmes et des jeunes filles renforce la démocratie en garantissant que tous les membres de la société sont respectés et ont une voix dans les décisions qui les concernent.

C'est pour cela qu'en réponse au défi de la violence, les jeunes et les organisations publiques gagneraient à se concentrer sur des actions qui tendent à réduire la traite des femmes et des jeunes filles grâce à des mesures légales et opérationnelles renforcées, et lutter contre la violence basée sur le sexe à travers des politiques de prévention, de protection des victimes et de sanction des agresseurs.

Concrètement, cela implique l'adoption de lois plus strictes contre la traite des êtres humains et la violence sexiste, ainsi que des politiques publiques visant à résoudre les causes sous-jacentes telles que la pauvreté et l'inégalité de genre. Des campagnes de sensibilisation et des formations pour les forces de l'ordre sont également recommandées pour assurer une application efficace de ces lois et politiques.

En parallèle, la mise en place de refuges et de services de soutien pour les victimes est cruciale, tout comme les programmes de réintégration sociale et économique pour aider les survivantes à reconstruire leur vie. Ces initiatives non seulement protègent les droits des femmes et des

jeunes filles mais aussi renforcent l'engagement civique des jeunes en leur montrant l'importance du respect des droits humains.

Peut-être même qu'il pourrait être plus stratégique d'inclure l'enseignement des Droits humains dans les programmes scolaires.

### ***C. Intégrer les concepts de gouvernance démocratique et de droits humains dans les programmes de l'enseignement secondaire (Recommandation 32)***

Enseigner la gouvernance démocratique et les droits humains aux élèves du secondaire revêt une importance capitale pour enraciner ces valeurs chez les jeunes. En tant que recommandation intégrante du Menu des engagements possibles proposé par la Cohorte pour l'engagement politique et civique des jeunes, dans le cadre de la promotion d'une culture des droits humains parmi les jeunes ; elle vise à éduquer dès le secondaire sur les principes démocratiques et les droits fondamentaux, essentiels pour former des citoyens engagés et informés.

L'éducation scolaire devient ainsi un levier puissant pour promouvoir ces valeurs. En intégrant les concepts de gouvernance démocratique et de droits humains dans les programmes scolaires, les jeunes

acquièrent des connaissances qui les préparent à participer activement à la vie civique et à défendre les droits humains. Par exemple, en Norvège, l'introduction précoce de cours sur la démocratie a profondément renforcé la culture civique parmi les jeunes Norvégiens.

L'intégration de ces concepts a plusieurs objectifs clés : premièrement, elle vise à fournir aux étudiants une compréhension approfondie des principes démocratiques tels que la séparation des pouvoirs et la participation citoyenne.

En Afrique du Sud, par exemple, l'enseignement de la constitution nationale et du fonctionnement des institutions gouvernementales aide



les élèves à comprendre le système politique de leur pays et à s'impliquer davantage.

Ensuite, cette recommandation s'attache à sensibiliser les jeunes aux droits humains internationalement reconnus et à les encourager à les protéger. Au Canada, par exemple, le programme "Speak Truth to Power" utilise des témoignages de défenseurs des droits humains pour

inspirer les élèves à défendre ces droits de manière proactive.

Sur la base de cette recommandation, il nous semble essentiel de réviser les programmes scolaires pour inclure des modules spécifiques sur la gouvernance démocratique et les droits humains. Cela nécessite également de former les enseignants afin qu'ils puissent dispenser efficacement ces nouveaux contenus.

En Inde, par exemple, des programmes de formation continue pour les enseignants sur les droits de l'enfant ont amélioré l'intégration de ces sujets dans les programmes éducatifs quotidiens.

En outre, la collaboration avec des organisations de la société civile peut enrichir l'éducation en offrant aux élèves des perspectives concrètes et réalistes sur les droits humains et la démocratie. Au Royaume-Uni, par exemple, les partenariats entre les écoles et Amnesty International permettent aux élèves de rencontrer des activistes et d'apprendre directement de leur expérience.

#### ***D. Agrandir l'égalité des sexes dans la participation politique des jeunes***

Le Menu des engagements possibles encourage la participation politique des jeunes sans distinction de sexe. Il recommande aux gouvernements de mettre en

place des mécanismes favorisant l'implication des jeunes femmes dans la prise de décision politique. Un cadre législatif et juridique renforcé peut jouer un rôle crucial en encourageant cette participation, contribuant ainsi à promouvoir l'égalité des sexes dans la citoyenneté active.

Cette recommandation (**Recommandation 33**) vise à garantir une participation politique égale entre les sexes, crucial pour établir une culture des droits humains en assurant que les jeunes femmes bénéficient des mêmes opportunités que leurs homologues masculins.

La participation égale des sexes dans la vie politique est un élément fondamental des démocraties modernes. Malheureusement, dans de nombreux pays, les femmes et les jeunes filles restent sous-représentées dans les sphères de décision. Cette recommandation vise à combler ce fossé en encourageant et facilitant l'engagement politique des jeunes femmes dès leur plus jeune âge.

Plusieurs interventions deviennent alors urgentes.

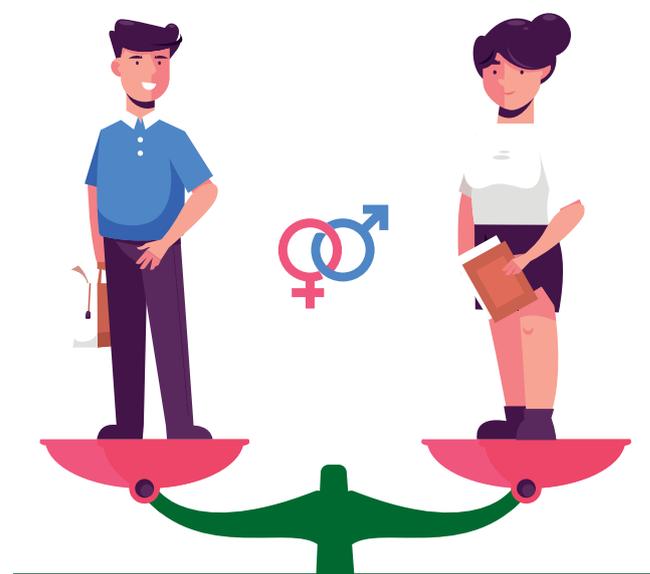
**Premièrement**, il est essentiel d'assurer que les jeunes femmes ont les mêmes opportunités que les jeunes hommes pour s'engager politiquement. Des exemples comme les réformes constitutionnelles au Rwanda, qui ont réservé des sièges parlementaires pour les femmes, montrent comment de telles initiatives peuvent augmenter significativement la participation politique féminine. Au Bénin, des sièges strictement féminins sont réservés dans le corpus légal encadrant les élections législa-

tives ; de sorte que les femmes trouvent plus de places dans l'hémicycle du pays.

**Deuxièmement**, éduquer les jeunes sur l'égalité des sexes et les droits politiques est essentiel. En Tunisie, par exemple, l'éducation civique dans les écoles secondaires inclut des modules sur ces sujets, encourageant une génération plus équitable et informée.

**Troisièmement**, il est crucial de mettre en place des structures de soutien spécifiques pour aider les jeunes femmes à surmonter les obstacles à leur participation politique. En Inde, des organisations telles que The Hunger Project soutiennent les femmes leaders locales par le mentorat et d'autres initiatives, augmentant ainsi leur engagement dans la gouvernance locale.

En outre, des programmes de formation et de mentorat spécifiquement destinés aux jeunes femmes intéressées par la politique sont essentiels.



Au Royaume-Uni, par exemple, le programme "Elect Her" offre des formations et un mentorat pour aider les jeunes femmes à naviguer dans le monde politique. Nous avons conscience que plusieurs programmes étrangers (notamment ceux des Pays-Bas à travers le NIMD, et Américains à travers le YALI) sont offerts au Bénin et dans les sous-régions ouest-africaines. Mais les États souverains de cette géographie gagneront à nationaliser la formation et l'initiation aux enjeux politiques dans leur territoire.

Il va donc sans dire que garantir l'égalité des sexes dans la participation politique des jeunes est essentiel pour promouvoir une culture des droits humains et renforcer les démocraties.

En adoptant des politiques favorables, en offrant des programmes de formation et de mentorat, et en soutenant les jeunes femmes à travers des réseaux institutionnels, les gouvernements et les organisations peuvent créer un environnement où les jeunes femmes peuvent s'engager activement et efficacement dans la vie politique.

Cela non seulement améliore la représentation et l'égalité des sexes, mais renforce également les valeurs démocratiques et les droits humains pour les générations futures.

## En définitive,

Le Menu des engagements possibles est une innovation essentielle pour promouvoir la participation citoyenne des jeunes et leur engagement civique. Les recommandations concernant la promotion d'une culture des droits humains chez les jeunes, en particulier les jeunes femmes, sont cruciales pour construire une société plus juste et égalitaire.

Les gouvernements, les institutions internationales et les organisations de la société civile doivent adopter et mettre en œuvre ces recommandations pour réaliser les aspirations de cette jeunesse dynamique et engagée. Tel reste le plaidoyer de Africtivistes Citizens Lab Bénin (ACLB) à travers cette tribune.



Au nom du droit de la femme à bénéficier des mêmes avantages académiques et professionnels que les hommes, au nom du droit de la femme à se battre et à défendre ses rêves, au nom du droit de la jeune fille à être écoutée et instruite, au nom du droit de la jeune femme à choisir qui et quand elle veut se marier, ce numéro 2 du magazine **AfricTivistes CitizenLab Bénin** est dédié à l'engagement de la femme en politique et dans les affaires publiques. Il s'inspire du domaine 5 du MENU D'ENGAGEMENTS POSSIBLES dont les recommandations qui bannissent les violences faites aux femmes sont spécifiquement dédiées aux droits et à l'application des droits de la femme. C'est pour cela que nous avons le privilège de recevoir pour la rubrique Entretien du numéro 2 de ce magazine, **Maitre Huguette Bokpè Gnacadja, présidente de l'Institut National de la Femme.**

# ENTRETIEN INF

## *L'AUTONOMISATION DES FEMMES : une solution pour contrer les violences conjugales*

**ACLB :** Bonsoir madame la présidente

**Présidente Institut National de la Femme (Pr INF) :** Bonsoir

**ACLB :** Au nom de d'ACLB, c'est un grand honneur de vous recevoir pour discuter de la condition de la femme, qu'elle soit béninoise ou africaine. Comment se porte la femme aujourd'hui au Bénin et dans le monde ?

**Pr INF :** La condition des femmes s'améliore progressivement. Bien que les violences et les discriminations persistent, les femmes osent de plus en plus parler et défendre leurs droits. Depuis les années 98, j'ai observé une libération de la parole et une prise de conscience accrue sur l'importance de l'autonomisation. Les femmes comprennent mieux que l'autonomie leur permet de dire non à la discrimination et à la violence, et même de porter plainte. Cette évolution est encourageante.

**ACLB :** Aujourd'hui, bien que des femmes parviennent à porter plainte, le problème demeure. On lit souvent sur les réseaux sociaux des critiques à leur égard. Certains se demandent qui s'occupera du foyer si ces hommes violents sont emprisonnés. Que pensez-vous de ces réactions ?

**Pr INF :** C'est la question de l'autonomisation de la femme. Entre une femme qui ne dépend pas financièrement de l'homme et celle qui en dépend à 100 %, il y a toujours une différence dans leur capacité à dénoncer. C'est déchirant de voir une femme accepter la violence par dépendance économique. Cela souligne l'importance pour les femmes de prendre conscience des inconvénients de la dépendance financière. Le Code des personnes et de la famille est très clair : chaque parent doit apporter sa contribution. Sans argent, on ne peut pas offrir les meilleures opportunités aux enfants. Il est crucial que les

femmes comprennent l'importance de leur autonomie pour protéger leurs droits et ceux de leurs enfants. Nous avons des situations où les femmes abandonnent leur plainte par peur des conséquences économiques, mais nous devons poursuivre en justice dans les cas graves, même si la victime renonce.

**ACLB :** Aujourd'hui, après trois ans à l'INF, quels sont vos terrains d'activités privilégiés en matière de droits des femmes ?

**Pr INF :** Notre mandat a deux volets principaux : la promotion du leadership féminin et la lutte contre les discriminations et violences envers les femmes. Nous soutenons les femmes dans le domaine politique, en organisant des séminaires et du mentorat pour encourager leur participation dans la gouvernance locale et nationale.

Nous travaillons également avec des jeunes femmes pour développer leur estime de soi, essentiel pour exercer un leadership efficace. Sur le plan de la lutte contre les violences, nous avons enregistré 1133 plaintes en 2023, avec 201 décisions de justice. Nous offrons un soutien juridique, judiciaire et psychologique aux femmes, préparant celles-ci à devenir autonomes financièrement.

Notre rôle est crucial pour que les femmes se sentent suffisamment fortes pour changer leur vie.

**ACLB :** En parlant de violence, y a-t-il un ou deux cas qui vous ont particulièrement marquée ?

**Pr INF :** Oui, un cas en particulier m'a profondément touchée. En 2022, une femme a été défigurée par de l'acide jeté par son ex-mari. Elle a perdu un œil et une oreille, et ses filles, bouleversées, ne comprennent pas ce qui s'est passé. Grâce à l'aide du ministère des Affaires sociales et de la Microfinance et de Médecins du Monde Suisse, elle a pu subir plusieurs interventions chirurgicales. Malgré tout, elle a trouvé le courage de reprendre son commerce pour subvenir aux besoins de ses enfants. Son

courage est exemplaire.

**ACLB :** Les jeunes féministes font face à des revers, notamment sur les réseaux sociaux. Vous les soutenez souvent, notamment lors des sorties avec Filles en Action. Quel message souhaitez-vous transmettre en étant à leurs côtés ?

**Pr INF :** Pourquoi suis-je constamment avec elles ? Parce que je vois en elles de nombreux atouts. À leur âge, nous ne faisons pas encore autant de choses en même temps. À 22 ans, je venais juste de me marier et je me consacrais à ma carrière d'avocate. Ce n'est que plus tard que je suis entrée activement dans la vie sociale. Aujourd'hui, nous avons des jeunes filles de 22 ans qui poursuivent plusieurs études, s'engagent comme activistes, et je trouve cela formidable. Il faut encourager cette opportunité de s'exprimer qu'elles ont aujourd'hui. Je crois fortement au dialogue intergénérationnel.

Les jeunes ont beaucoup à nous apporter, tout comme nous avons beaucoup à leur transmettre. Être à leurs côtés me rassure sur l'avenir. Nous devons avoir des générations successives de femmes passionnées et prêtes à mettre

cette passion au service des autres. Ces jeunes femmes comprennent le sens de l'engagement, même sans soutien financier massif. Elles donnent véritablement d'elles-mêmes, malgré les risques et les attaques qu'elles peuvent subir. Elles sont résilientes, et c'est un grand atout. La compagnie des jeunes est précieuse pour moi, car ce sont les futures ministres, entrepreneures, députées, voire Cheffes d'État. Je suis confiante qu'elles continueront ce que nous avons commencé, et que la chaîne des femmes défenseuses ne se rompra pas.

**ACLB :** Quelle est votre opinion sur les critiques et menaces ?

**Pr INF :** Certaines de nos positions nous exposent aux attaques. Les féministes sont dans leur rôle, tout comme leurs détracteurs. Plus une féministe s'affirme, plus elle est susceptible d'être attaquée. Comme en politique, il faut être résilient. Les sexistes resteront sexistes et les féministes, féministes. Inutile de répondre systématiquement aux attaques. Si l'attaque constitue une diffamation, il faut déposer plainte seulement si l'on a de bonnes chances de succès.

Sinon, mieux vaut transformer cette énergie en quelque chose de positif. C'est un combat de chaque jour.

**ACLB** : Quels sont les récents succès en matière d'autonomisation politique et de leadership des femmes au Bénin ?

**Pr INF** : Nous avons contribué à la réflexion et à la visibilité des femmes parlementaires.

Nous travaillons pour qu'elles soient aussi nombreuses dans la gouvernance locale, car cela est crucial. Nous voulons voir plus de femmes dans les sections villageoises de gestion foncière, où elles peuvent influencer les décisions et défendre leurs droits. Nous avons de bons liens avec l'Association Nationale des Communes du Bénin et les réseaux de femmes leaders locaux.

**ACLB** : Mme la présidente de l'INF, comment vos expériences profitent-elles aujourd'hui à l'INF ?

**Pr INF** : Chaque étape de

mon parcours a été un escalier vers la suivante. Mon expérience de 30 ans comme avocate, mon rôle à la tête de Wildaf Bénin, et mon mandat au Comité des Nations Unies m'ont permis d'acquérir des compétences précieuses. Cela m'a aidé à identifier rapidement les problèmes juridiques des plaignantes et à proposer des solutions. Mon activisme et mon travail pour d'autres pays m'ont permis de mettre mon expérience au service de mon pays.

**ACLB** : Que peuvent faire de plus les pouvoirs publics pour la cause des femmes ?

**Pr INF** : Le gouvernement a déjà fait beaucoup, mais il reste à mettre en place des centres d'accueil pour les femmes victimes de violences. Il est essentiel que ces centres incluent un apprentissage pour aider les femmes à devenir financièrement autonomes. Il faut aussi une reconnaissance collective des violences faites aux femmes et une éducation de base qui prône la masculinité positive. L'éducation est la clé pour changer les mentalités et

assurer un développement équitable.

**ACLB** : Cette année, lors de la commémoration de la Journée internationale des droits des femmes, il a été question d'investir dans les femmes, une thématique qui a suscité de nombreuses controverses. Comment percevez-vous ce combat pour un investissement accru dans les femmes ?

**Pr INF** : En effet, ce sujet est tombé à point nommé pour nous rappeler qu'il est urgent de passer à l'action de manière accélérée. Prenons par exemple les cas de grossesses non désirées et la mortalité liée aux avortements non sécurisés, qui sont alarmants. Les violences faites aux femmes sont également préoccupantes : qu'il s'agisse d'inceste, de viols sur mineures - dont l'âge est de plus en plus jeune - ou de violences en général, la situation est critique.

Ajoutons à cela les crises mondiales : la montée des djihadistes, les changements climatiques affectant la vie quotidienne des femmes, et les répercussions économiques de la COVID-19.

Tout cela accentue l'urgence de la situation.

Il est impératif d'accélérer nos actions, car nous visons 2030 pour atteindre les objectifs de développement durable, notamment l'ODD5.

L'investissement dont nous parlons ne se limite pas aux finances ; il concerne aussi le développement personnel et l'estime de soi. L'Institut National de la Femme répare les âmes blessées, car une âme abîmée ne peut ni s'autonomiser ni servir la nation. L'investissement doit inclure le mentorat, le coaching, et le renforcement des capacités, pour que chaque femme puisse découvrir ses dons, talents, et domaines de passion.

Avant d'investir dans les compétences techniques et économiques, il est crucial d'investir dans le capital humain.

**ACLB :** Selon vous, comment une femme épanouie contribue-t-elle à une démocratie renforcée ?

**Pr INF :** Une femme épanouie, en paix avec son partenaire, peut pleinement contribuer à la société. Un environnement familial harmonieux est essentiel pour qu'elle se sente libre et ouverte d'esprit. Une femme épanouie apporte son savoir-faire, ses compétences, et une touche de féminité à ses actions. Comme me l'a dit un pasteur : « Que votre combat ne vous

empêche pas de bénéficier de la grâce d'être une femme. » Les femmes ont naturellement des qualités de douceur, de paix, et de réconfort, qui ne doivent pas être perdues dans la lutte pour leurs droits.

Lorsque les hommes et les femmes collaborent avec des esprits libres, les projets de développement sont bien plus complets et inclusifs. Par exemple, dans un projet de développement communal, une femme pourra penser à des aspects pratiques comme les installations sanitaires pour les filles à l'école, ce qui peut avoir un impact significatif sur leur éducation. La contribution des femmes, avec leur perspective unique, enrichit les projets en tenant compte de tous les membres de la société, y compris les personnes âgées et les handicapés.

Enfin, l'empathie, souvent considérée comme une faiblesse, est en réalité une force. Elle m'a permis d'aller loin et de comprendre que c'est un atout précieux. J'encourage les jeunes filles à ne pas se débarrasser de leur nature empathique, car c'est une qualité intrinsèque et bénéfique.

**ACLB :** Merci Madame la présidente.

**Pr INF :** Je vous en prie. Merci



*Interview :* Ganiath BELLO

*Son er Images :* Félicien ADJEVI

*Transcription :* Eugène DEGUENON,  
Chimène FASSINOU-GANGO, Chrétien  
NOUNAHON, Trinité AMOUSSOU

# ACTUALITÉS

## ACLB

### ARTICLE 1

*“Chaque Béninois dispose des outils qu’il faut exploiter pour que sa voix compte”*

“Nous ne sommes pas seulement l’avenir, nous sommes le présent”. La question de la participation citoyenne et de l’engagement des jeunes reste des sujets majeurs pour AfricTivistes CitizenLab Bénin. Une manière pour ce creuset d’amener les jeunes à participer au développement de leur pays avec un point d’honneur sur la bonne gouvernance. Lors d’une récente interview, AfricTivistes CitizenLab Bénin met en lumière l’importance pour chaque Béninois d’utiliser les outils à sa disposition pour faire entendre sa voix. C’était avec David Sohoul, chargé des opérations au sein du lab. Loin, dans cette interview réalisée avec le journal Fraternité, c’était l’occasion aussi de mettre l’accent sur comment la jeunesse peut prendre ses responsabilités dès aujourd’hui pour promouvoir une gouvernance exemplaire.

• **Fraternité** : C’est quoi ACLB et quelles sont mes missions/Objectif ?



**David SOHOU**

Consultant juriste, Membre ACLB

**Réponse** : ACLB, entendez AfricTivistes CitizenLab Bénin est un laboratoire de production d’idées novatrices, porté par des jeunes acteurs de la société civile. Elle vise à promouvoir l’engagement citoyen et la démocratie participative en analysant, dans une démarche de co-construction et de création sur la base de l’intelligence collective, les réalités temporelles de la démocratie au Bénin et en Afrique.

• **Fraternité** : Quels sont les mécanismes pour atteindre ses objectifs ?

**Réponse** : Pour atteindre ses objectifs, AfricTivistes CitizenLab Bénin fait du numérique un levier central et incontournable de son travail et de la recherche de solutions communautaires un axe fondamental de son action. En ligne, nous procédons à la production de contenus de valeurs que nous publions pour

alimenter le débat citoyen sur la qualité de la gouvernance dans notre Etat et sur le continent. Nous apportons un verre d'eau au moulin des réflexions qui ornent l'espace civique et dont les objectifs premiers sont de contribuer à améliorer la place du citoyen dans la définition des politiques publiques et la participation de ceux-ci dans la mise en œuvre desdites politiques. A travers notre plateforme ( <https://www.citizenlabbenin.org/> ) en ligne, nous produisons des supports podcasts, des articles de réflexions, des vidéos d'éducation citoyenne et bien d'autres éléments dans le but d'exposer le maximum de jeunes et de citoyens intéressés aux enjeux de la participation citoyenne pour une bonne gouvernance et une démocratie suffisamment forte et inclusive.

Hors ligne, nous adressons également notre cible de jeunes citoyens à travers des formations présentielle et des actions de plaidoyers à l'endroit de divers acteurs de la chaîne de décision pour influencer les angles d'approches politiques qui sont en cours pour régler des problèmes de notre commune société. Le but est de rendre lesdites décisions suffisamment sensibles aux attentes des citoyens qui s'organisent pour faire entendre leur voix.

Les actions de plaidoyers sont également des outils pour nous qui servent à susciter l'action des gouvernants pour la mise en œuvre ou l'opérationnalisation de certains documents de référence nationale et régionale ; la CADEG et le Menu des Engagements Possibles notamment.

• **Fraternité** : Depuis votre existence quels

sont les projets phares / activités phares déjà menées?

**Réponse** : Plusieurs projets ont déjà été mis en œuvre depuis la naissance de ACLB au Benin. Nous avons notamment fait des campagnes de sensibilisation et d'engagement de la communauté en faveur des Droits humains (ceux de la femme plus spécifiquement) que nous considérons comme la dorsale de toute démocratie.

L'initiative 1HeureAvecACLB constitue également l'un de nos projets les plus intéressants au moyen duquel nous détaboutisons la démocratie et ses sujets corollaires en faisant de sorte que les questions de gouvernance publique, de redevabilité ou d'engagement et participation citoyenne ne soient plus jamais élitiste. Et que les plus jeunes dans les écoles puissent déjà en saisir le sens et se préparer à en être des acteurs significatifs.

Définitivement, nous sommes également fiers de porter des programmes de formations tant en ligne qu'hors ligne pour renforcer la participation des jeunes à l'espace civique et à l'animation de la vie publique au Benin.

• **Fraternité** : Parlez-nous de votre formation à venir, celle qui concerne l'étape de Cotonou

**Réponse** : Le laboratoire citoyen ACLB s'est donné comme objectif d'ici Juillet de faire une série de trois formations à travers le pays.

Il s'agit de programme de renforcement des connaissances et des expériences sur les notions d'engagement citoyens, des mécanismes de participation citoyenne et la

maîtrise des documents de références internationaux en matière de Démocratie et de participation des jeunes.

S'il est vrai que nous avons un axe de plaidoyer qui s'y consacre entièrement, nous avons jugé utile et nécessaire de conduire des modules simplifiés qui expliquent à nos pairs jeunes l'étendu du MENU DES ENGAGEMENTS POSSIBLES qui est un condensé des engagements que plusieurs OSC et des dirigeants mondiaux ont solidairement établis et qu'ils ont estimé qu'il faille recommander aux gouvernements des pays du monde pour favoriser l'insertion et l'inclusion des jeunes dans la gestion des affaires publiques.

La première session de cette série de formation qui se tiendra à Cotonou vise à outiller les jeunes de Cotonou sur comment ils peuvent faire entendre leur voix dans les arcanes de la gouvernance Locale à Cotonou, mais aussi dans les rangs des gouvernants centraux. Nous espérons que cette formation, et celle d'après également puissent susciter des nouveaux/lles hommes/femmes qui se lèvent spontanément et qui se positionnent comme des parties prenantes sur lesquelles les gouvernants peuvent compter pour contribuer à la construction de nos cités communes au Bénin.

• **Fraternité** : Dites-nous un peu plus sur ce qu'est le MENU DES ENGAGEMENTS POSSIBLES, c'est quoi concrètement.

**Réponse** : Comme énoncé précédemment, le MENU DES ENGAGEMENTS POSSIBLES est une palette de recommandations spécifiques

et réalisables pour les gouvernements et les institutions internationales soucieux de promouvoir les droits et la participation des jeunes dans leur contexte national.

En effet, le Menu des engagements Possibles trouve vie dans un contexte de lancement de la « Youth Political and Civic Engagement Cohort » lors de la dernière Journée Internationale de la Démocratie, par la YCD en partenariat avec plusieurs gouvernements, OSC et organisations internationales. Cette cohorte s'inscrivait dans le cadre de l'Année de l'Action du Sommet pour la Démocratie, initiée par le Président américain Joe Biden et avec la participation de la Présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen. Ces cohortes rassemblent des gouvernements, la société civile et le secteur privé pour promouvoir la bonne gouvernance et le renouveau démocratique dans le monde.

Le Menu des Engagements Possibles a donc été lancé en amont du Sommet pour la Démocratie, offrant aux Etats participants une série d'engagements pour prioriser, faciliter et renforcer la participation civique et politique des jeunes.

Le document comporte 33 recommandations que nous pouvons ranger en 5 familles d'action.

• **Fraternité** : Un mot à la jeunesse

**Réponse** : Nous ne sommes pas l'avenir ; nous sommes aujourd'hui.

Le piège, sinon le danger de notre génération

sera de continuer à remettre à demain notre légitimité d'action et notre responsabilité vis-à-vis de cette nation et de ce continent.

Chaque Jeune est une valeur certaine sur laquelle l'Etat que nous constituons doit compter pour s'ériger comme un acteur dont la voix compte dans le ballet décisionnel des Etats mondiaux.

Nous sommes tou.te.s, aujourd'hui et non demain, responsables de ce que est et restera notre pays en terme de développement et de démocratie plus spécifiquement.

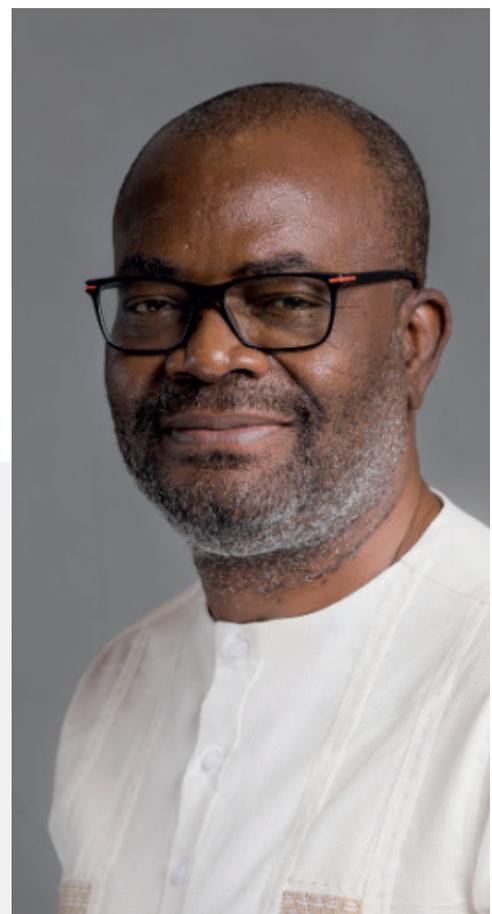
Le développement commence nécessaire par nous ; citoyen. Il commence sans aucun doute par nous, les jeunes.

Interview supervisée par  
Kevin da-**SILVA**

## ARTICLE 2

### SOUBRESAUTS DE LA DÉMOCRATIE EN AFRIQUE DE L'OUEST : Entretien avec le politologue *Mathias HOUNKPE*

Le cinquième président du Sénégal est définitivement installé dans ses fonctions ce mardi 02 Avril 2024. Bassirou DIOMAYE FAYE, le jeune président de 44 ans élu au premier tour du scrutin avec 54,28% des voix fait la fierté de tous les Africains surtout du peuple sénégalais qui a défendu contre vents et marrées sa démocratie au détriment des premiers choix de l'ancien président Macky SALL.



Occasion pour nous à AfricTivistes CitizenLab Bénin de publier cette interview du politologue béninois Mathias HOUNKPE sur le concept de démocratie et les soubresauts qu'elle subit depuis quelques années dans certains pays de l'Afrique de l'Ouest.

**ACLB** : Bonjour Mr HOUNKPE

**Mathias HOUNKPE (MH)** : Bonjour à vous,

**ACLB** : Pouvez-vous analyser avec nous l'échec démocratique que l'on remarque dans plusieurs pays de la sous-région africaine depuis un moment et quel avenir cela présage pour le continent ?

**MH** : Je voudrais dire que je ne verrai pas les soubresauts qui s'observent dans la sous-région, je veux dire en Afrique de l'Ouest, par rapport au processus de la démocratisation dans nos pays comme un échec de la démocratie. Parce que même lorsqu'on regarde les pays qu'on considère aujourd'hui comme des modèles de démocratie ou les démocraties consolidées, ces pays aussi ont traversé des moments de turbulences, un peu comme les nôtres en traversent aujourd'hui. Si, vous prenez un pays comme la France, elle est à sa 5e république depuis 1991. Et, c'est seulement cette république qui est entrain de dépasser 70 ans d'existence. Les autres républiques qui ont précédé, aucune n'a dépassé les 70 ans. Ça veut dire que les démocraties ne sont pas simplement de longs fleuves tranquilles où tout se passe bien sans difficultés. Elles connaissent des hauts et des bas, et il appartient aux citoyens de tout faire pour les

remettre les rails pour que le processus se poursuive. Vous prenez les Etats-Unis aujourd'hui, après plus de 200 ans de démocratie, je crois que tout le monde est d'accord qu'elle ne se porte pas bien Lire aussi : [Notion de la participation citoyenne, entretien avec Théodule NOUATCHI](#)

Par ailleurs, lorsque nous avons rejoint les processus de démocratisation vers la fin des années 80, on disait qu'on faisait partie de la 3e vague de démocratisation.

Lire aussi : [Notion de la participation citoyenne, entretien avec Théodule NOUATCHI](#)

Par ailleurs, lorsque nous avons rejoint les processus de démocratisation vers la fin des années 80, on disait qu'on faisait partie de la 3e vague de démocratisation.

Cela veut dire que quand vous prenez l'histoire des processus de démocratisation depuis 1991, c'est la 3e fois qu'on voit beaucoup de pays allés de système non démocratique vers des systèmes démocratiques. Cela sous-entend que par le passé, on a déjà connu au moins deux (02) vagues inverses où des pays démocratiques ont décliné pour aller vers des systèmes non démocratiques. Donc ça fait partie de la vie des démocraties de rencontrer des difficultés, de trébucher.

**ACLB** : Quel doit-être le rôle des citoyens lorsque des démocraties sont mises à l'épreuve ?

**MH** : Lorsque vous regardez les pays de la sous-région ouest africaine, vous avez des pays qui, dès le départ, ont rencontré des difficultés comme si on ne trouvait pas encore la bonne manière de mettre en place un système démocratique qui fonctionne. Au fond, tous les pays qui sont en transition aujourd'hui : le Niger, le Burkina-Faso, le Mali, la Guinée, il y a environ 12 ans, ou un peu plus pour certains, ils étaient tous déjà en transition. Ça veut dire qu'il y a encore des problèmes qu'on ne comprend pas très bien, qui font que les transitions passées n'ont pas créé les conditions pour que le chemin ait moins d'aspérités et crée moins de problèmes, donc, ils se retrouvent encore en transition. Ça impose à tout le monde aujourd'hui de faire attention à la manière dont on traverse cette transition pour que les phases post-transitions ne ressemblent pas encore aux phases pré-transitions. Que d'ici à 10 ans, 15 ans ces pays ne se retrouvent encore dans des transitions. Mais, quand vous comparez les pays dont je parle aux pays comme le Bénin, le Ghana, le Cap-Vert, le Sénégal etc. vous voyez

que depuis les années 90, on rencontre nos difficultés, mais ses pays tiennent la route. Ces pays ne sont pas à l'abri comme le Sénégal il y a quelques semaines. Donc, vous pouvez malheureusement rencontrer des situations où ça peut devenir aussi difficile. Pour moi les démocraties ne sont pas de longs fleuves tranquilles. Il y a un philosophe politique qui a l'habitude de dire que « La démocratie, ce n'est pas comme un arbre qu'il faut mettre en terre et aller s'asseoir et regarder pousser au gré des saisons ». Les démocraties deviennent ce que les démocrates, c'est-à-dire les citoyens veulent bien qu'elles soient. C'est à nous les citoyens qu'il appartient de travailler à ce que nos démocraties fonctionnent comme on le souhaiterait. C'est ce qui se passe au Sénégal. Vous avez vu les populations sénégalaises sortir pour dire nous ne voulons que notre système fonctionne de la manière dont les politiciens veulent le faire fonctionner.

Lire aussi : [Démocratie, défis de l'engagement citoyen avec AfricTivistes](#)

## CitizenLab Bénin

**ACLB** : Pour finir, que répondriez vous à ceux qui estiment que la démocratie n'est pas pour l'Afrique au regard des problèmes socio-politiques que rencontrent certains pays ?

**MH** : je dirai qu'il faut noter également que, toutes les démocraties à travers le monde aujourd'hui sont en difficulté.

Lorsque vous regardez l'Europe, les États-Unis, l'Asie, tous les pays qui étaient considérés comme de vraies démocraties, pour la plupart leurs démocraties sont essouffées en ce moment. Donc, le fait que les démocraties qu'on considérait comme des modèles traversent aussi des zones de turbulence, ça augmente les difficultés des pays comme les nôtres. Nous qui sommes au début de processus de consolidation de nos démocraties, ça nous crée des problèmes supplémentaires.

Donc il faut tenir compte de cet environnement global qui interroge beaucoup de gens ou qui appelle à des questions sur la démocratie. Tout cela fait que nous aussi

en Afrique, on n'arrête pas de s'interroger sur la démocratie, ça augmente la marge de manœuvre des acteurs qui veulent profiter pour confisquer les pouvoirs sous prétexte que la démocratie ne marche pas, la démocratie a des difficultés. C'est vrai ; depuis la naissance de l'idée de la démocratie, personne n'a jamais pensé que c'était un système facile à mettre en œuvre. Qu'on rencontre des difficultés, ça ne me pose pas un problème, j'ai des problèmes lorsque devant les difficultés, on baisse les bras et qu'on considère que c'est parce que la démocratie n'est pas faite pour nous. Cela gêne énormément parce que je n'accepte pas cette idée que les africains ne peuvent pas être gérés dans la liberté, dans l'égalité, ne peuvent pas être gouvernés avec leur consentement. Je pense qu'il nous appartient de décider de notre système démocratique, une fois encore un peu comme les sénégalais le font aujourd'hui.

Personne ne savait ce à quoi ça va aboutir mais au moins dès le départ ils ont refusé d'accepter une manière de gouverner leur pays.

**ACLB** : Nous vous remercions Mr HOUNKPE

**MH** : Je vous en prie.

Interview supervisée par :  
Ganiath **BELLO**

## ARTICLE 3

### DÉMOCRATIE ET PARTICIPATION CITOYENNE : Les jeunes béninois plus que jamais engagés pour un changement

Cotonou a accueilli le 28 mars 2024, 25 jeunes de diverses associations pour une session de formation axée sur la démocratie et la participation citoyenne. C'est une initiative de Africtivistes CitizenLab Bénin. Objectif, renforcer l'engagement des jeunes dans la vie politique et la gouvernance locale. Après le succès de cette première session, le programme s'est poursuivi à Porto-Novo le 25 mai 2024, réunissant de nombreux autres

jeunes désireux de jouer un rôle actif dans la société.

**L'étape de Cotonou : Premiers pas vers l'engagement.**

Les participants ont analysé lors de la session à Cotonou le "**MENU DES ENGAGEMENTS POSSIBLES**" de la Youth Cohort Démocratie, leur permettant de mieux com-

prendre leurs rôles et responsabilités. Les discussions ont mis en avant l'importance de l'implication des jeunes dans la politique et la gouvernance, soulignant que leur participation active reste essentielle pour un changement sociétal effectif.

Un moment fort de cette formation a été l'élaboration d'une théorie de changement, où les jeunes ont défini des actions stratégiques pour promouvoir des changements significatifs dans la société avec le soutien des autorités locales et nationales. La qualité des échanges et la pertinence des connaissances acquises ont été largement saluées par les participants.

### ***Porto-Novo : La continuité d'une ambition***

À Porto-Novo, le centre Songhai a accueilli la deuxième session de formation, où Africhistes CitizenLab Bénin poursuit son objectif de former les jeunes sur les enjeux de la démocratie et de la participation citoyenne. Le "Menu des engagements possibles" a de nouveau été central, structuré en cinq parties : prioriser la voix des jeunes dans la gouvernance, soutenir les jeunes au sein du gouvernement, soutenir la liberté d'expression des jeunes, promouvoir une culture de participation politique des jeunes, et promouvoir une culture des droits humains chez les jeunes.

Ganiath Bello, coordonnatrice d'ACLB, a détaillé ces parties, soulignant leur importance pour une société plus juste. Les participants ont bénéficié de l'expertise d'Astérix Goudeagbe et d'Osé Coliko, qui ont abordé des sujets cruciaux comme la jeunesse et la politique, ainsi que l'engagement citoyen. Osé Coliko a notamment insisté sur l'importance pour chaque jeune de se demander comment être utile à sa communauté.

Un aspect clé de la formation a été l'enseignement de la théorie du changement. Cet exercice a permis aux participants de définir leur personnalité et les moyens pour atteindre leurs objectifs.

Ils ont ainsi pu repartir avec une compréhension claire de leur rôle et des actions concrètes à entreprendre. Plus que jamais engagée, la jeunesse est prête à participer un Bénin bien gouverné.

## **Kevin da-SILVA**



# ARTICLE 4

## 1H AVEC ACLB : l'éveil de l'engagement citoyen chez les écoliers.



Dans le cadre de son engagement en faveur de la citoyenneté active, AfricTivistes Citizen Lab Bénin (ACLB) a lancé l'initiative **"1h avec ACLB"**. Cette initiative, qui en était à son deuxième numéro, vise à sensibiliser et à inspirer les écoliers à s'engager activement dans leurs communautés et à participer activement à la construction d'une société plus juste et équitable.

Lors de cette deuxième session, qui s'est déroulée au sein du CPEG Les enfants de Saint Pierre Claver sise à Hevié Alansakom, les représentants d'ACLB ont eu l'occasion unique de partager leurs connaissances et leur passion pour l'engagement citoyen avec les élèves.

L'objectif principal de cette rencontre était de susciter chez les jeunes un véritable désir de s'impliquer dans des actions bénéfiques pour

leurs communautés respectives. En effet, face aux défis socio-économiques et environnementaux auxquels sont confrontées nos sociétés, il est essentiel d'encourager les nouvelles générations à devenir des acteurs du changement et des promoteurs du bien-être collectif.

Au cours de cette heure d'échange, les élèves ont eu l'opportunité de découvrir différents aspects de l'engagement citoyen, notamment l'importance de la participation démocratique, la protection de l'environnement, la solidarité sociale, et bien d'autres thématiques cruciales pour le développement durable de nos sociétés.

**Pour Samson, écolier de ce complexe, un citoyen est : « toute personne qui s'engage pour le développement de son pays ».**

**Benoît quant à lui, définit l'engagement comme la « décision prise par une personne pour contribuer au développement de son pays ».** Ces définitions reflètent la compréhension profonde des élèves quant à leur rôle potentiel en tant qu'acteurs du changement au sein de la société. Lors de ces échanges, les élèves ont identifié les défis majeurs auxquels leurs communautés sont confrontées, tels que l'accès à l'eau potable et la disponibilité des infrastructures sanitaires. Ces discussions ont souligné l'importance de relever ces défis pour assurer le développement durable de la société dans son ensemble.

Amélé PADONOU, membre du laboratoire d'innovation citoyenne a partagé avec eux les nombreux avantages de l'engagement citoyen, mettant en lumière le pouvoir transformateur que chaque individu détient lorsqu'il s'implique activement dans des actions citoyennes. Les élèves ont également pris conscience de leur propre responsabilité en tant qu'agents de changement et ont exprimé leur volonté de s'engager activement pour contribuer au développement de leurs communautés respectives.

L'un des moments forts de cette rencontre a

été la présentation du "Menu d'Engagement Possibles" par DJETON Dorice, membre actif d'ACLB. Ce menu, composé de 5 domaines clés, offre aux jeunes des pistes concrètes pour s'investir dans des actions citoyennes et contribuer positivement à leur environnement.

Les réactions des élèves ne se sont pas fait attendre. Nombreux sont ceux qui ont exprimé leur enthousiasme et leur volonté de devenir des agents de changement dans leurs communautés. Pour Moïse, l'un des participants, « la liberté de s'engager est synonyme de véritable liberté. »

En conclusion, "1h avec ACLB" représente une initiative inspirante et mobilisatrice qui a su éveiller chez les jeunes scolaires le désir d'être des citoyens actifs et responsables. En encourageant la participation citoyenne dès le plus jeune âge, nous contribuons à forger une société plus solidaire et éclairée pour les générations futures. Ensemble, nous pouvons soutenir l'engagement citoyen pour un monde meilleur !

**Taiwo Eugène DEGUENON COCOU**

*Socio-anthropologue, Blogueur, membre ACLB*



# Découvrez les dernières actualités!



TOUT SUR  
NOTRE  
SITE WEB

[www.citizenlabbenin.org](http://www.citizenlabbenin.org)

AfricTivistes Citizen Lab Bénin



“Soutenu par la Youth Democracy Cohort,  
Financé par l’Union Européenne”



**AfricTivistes**  
CitizenLab  
Bénin



YOUTH  
DEMOCRACY  
COHORT



European  
Partnership for  
Democracy



Financé par  
l’Union européenne



**AfricTivistes**